

PRÉFET DES ALPES-DE-HAUTE-PROVENCE

DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES
Service Environnement Risques

Digne-les-Bains, le 4 MARS 2014

ARRETE PREFECTORAL N° 2014 - 354

Fixant la liste, prévue au 2° du IV de l'article L. 414-4 du code de l'environnement, des documents de planification, programmes, projets, manifestations et interventions soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000 en application du décret n° 2011-966 du 16 août 2011 relatif au régime d'autorisation administrative propre à Natura 2000

Le Préfet
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'ordre national du Mérite

Vu la directive 92/43/CEE du Conseil du 21 mai 1992 concernant la conservation des habitats naturels ainsi que de la faune et de la flore sauvages ;

Vu la directive 2009/147/CE du parlement européen et du conseil du 30 novembre 2009 concernant la conservation des oiseaux sauvages ;

Vu les décisions de la commission européenne adoptant, en application de la directive 92/43/CEE du Conseil, une liste actualisée des sites d'importance communautaire pour les régions biogéographiques alpine et méditerranéenne ;

Vu le code de l'environnement, notamment ses articles L. 211-1, L. 215-15, L. 361-2, L. 411-3, L. 433-2, L. 414-4 et suivants, L. 561-2, L. 583-1, L. 425-1 et R. 414-19 et suivants ;

Vu la loi n° 86-1067 du 30 septembre 1986, relative à la liberté de communication et notamment son article 34 ;

Vu la loi n° 2012-1460 du 27 décembre 2012, relative à la participation du public aux décisions publiques ayant une incidence sur l'environnement ;

Vu le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des Préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2011-966 du 16 août 2011 relatif au régime d'autorisation administrative propre à Natura 2000 ;

Vu les arrêtés ministériels portant désignation des Zones de Protection Spéciale Natura 2000 dans les Alpes de Haute Provence ;

Vu l'avis de la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites réunie dans sa formation Nature en date du 24 octobre 2013;

Vu l'avis du Conseil Scientifique Régional du Patrimoine Naturel en date du 22 novembre 2013 ;

Vu l'accord du général commandant la région terre Sud Est en date du 13 janvier 2014 ;

Vu les résultats de la consultation du public menée au titre de la loi du 27 décembre 2012 ;

Considérant les remarques émises par la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites réunie en formation élargie en date du 24 septembre 2013, conformément aux articles R. 341-19 et R. 414-20 du code de l'environnement ;

Considérant les travaux d'harmonisation menés avec les départements concernés pour les sites interdépartementaux ;

Considérant la richesse de la biodiversité départementale, notamment dans ses zones intégrées au réseau européen Natura 2000 et la responsabilité collective de leur maintien dans un bon état de conservation ;

Considérant les mesures de protection de l'environnement existantes dans les Alpes de Haute Provence et notamment les arrêtés de protection de biotopes, les réserves naturelles et les territoires du parc national du Mercantour et des parcs naturels régionaux du Luberon et du Verdon ;

Sur proposition de la Directrice Départementale des Territoires des Alpes de Haute Provence;

ARRETE :

Article 1 :

Le présent arrêté est pris en application du décret 2010-365 modifié du 9 avril 2010 relatif à l'évaluation des incidences Natura 2000. Il définit la liste des documents de planification, programmes, projets, manifestations et interventions, ci-après désignés par le terme générique « activités », soumis à l'évaluation des incidences Natura 2000 dans le département des Alpes de Haute Provence, conformément au IV de l'article L. 414-4 du code de l'environnement.

Nonobstant les dispositions du présent arrêté, toute activité susceptible d'affecter de manière significative un site Natura 2000 peut faire l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000 sur décision motivée du Préfet, dans les conditions prévues par le IV bis de l'article L. 414-4 du code de l'environnement.

Article 2 :

Toutes les activités ci-dessous doivent faire l'objet d'une évaluation des incidences Natura 2000 dans les conditions prévues par les articles R 414-21 et suivants du code de l'environnement.

ACTIVITES	SEUILS ET RESTRICTIONS
1) Création de voie forestière	Lorsque la réalisation est prévue en tout ou partie à l'intérieur d'un site natura 2000 pour des voies permettant le passage de camions grumiers
2) Création de voie de défense des forêts contre l'incendie	Lorsque la réalisation est prévue en tout ou partie à l'intérieur d'un site natura 2000
3) Création de pistes pastorales	Lorsque la réalisation est prévue en tout ou partie à l'intérieur d'un site natura 2000 pour des voies permettant le passage de camions de transport de matériels ou des animaux
21) Impacts sur le milieu aquatique ou la sécurité publique : 3.3.1.0. Assèchement, mise en eau, imperméabilisation, remblais de zones humides ou de marais	Zone asséchée ou mise en eau d'une surface supérieure à 0,01 ha pour la partie de la réalisation prévue à l'intérieur d'un site natura 2000
26) Travaux d'entretien, de réparation ou de renforcement de la structure des ponts et viaducs ainsi que les travaux dans les tunnels ferroviaires non circulés	Hors l'entretien courant et lorsque la réalisation est prévue en tout ou partie à l'intérieur d'un site natura 2000
27) Travaux ou aménagements sur des parois rocheuses ou des cavités souterraines	Lorsque la réalisation est prévue en tout ou partie à l'intérieur d'un site natura 2000
30) Aménagement d'un parc d'attractions ou d'une aire de jeux et de sports d'une superficie inférieure ou égale à deux hectares.	Lorsque la réalisation est prévue en tout ou partie à l'intérieur d'un site natura 2000

33) Eolienne dont la hauteur du mât et de la nacelle au-dessus du sol est inférieure à douze mètres	Lorsque la réalisation est prévue en tout ou partie à l'intérieur d'un site natura 2000
35) Création de chemin ou sentier pédestre, équestre ou cycliste	Lorsque la réalisation est prévue en tout ou partie à l'intérieur d'un site natura 2000

Article 3 :

Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs du département et fera l'objet d'une insertion dans les rubriques légales du journal « La Provence », pour l'ensemble des éditions locales. Les activités listées à l'article 2 seront soumises aux dispositions du présent arrêté deux (2) mois après sa date de parution au recueil des actes administratifs de la Préfecture des Alpes de Haute Provence.

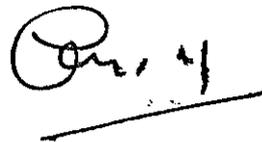
Article 4 :

Cet arrêté peut être contesté dans les deux mois qui suivent sa publication devant le Tribunal Administratif de Marseille.

Il peut également, dans le même délai, faire l'objet d'un recours gracieux auprès de l'auteur de la décision ou d'un recours hiérarchique adressé au Ministre de l'Ecologie, du Développement Durable, des Transports et du Logement. L'absence de réponse dans un délai de deux mois à compter de la date de réception de celui-ci fait naître une décision implicite de rejet qui peut être à son tour déférée au Tribunal Administratif dans les deux mois suivants.

Article 5 :

Le secrétaire général de la Préfecture, les sous-préfets, la directrice départementale des territoires, le directeur départemental de la cohésion sociale et de la protection des populations, le délégué militaire départemental représentant le général commandant la région terre Sud Est, le directeur de l'agence régionale de santé, le directeur régional des affaires culturelles et le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.



Patricia WILLAERT